

# Nos priorités pour une région à gauche

Ce que nous voulons, c'est promouvoir une double politique de rupture avec celle de la droite au gouvernement comme avec celle du PS et de Ségolène Royal à la Région. Elle sera menée par nos élus en relation étroite avec les mobilisations des salariés, des travailleurs précaires et sans emploi, des jeunes, des retraités...

## Lutter contre le chômage Soutenir les salariés en lutte

Plus de 170 millions d'euros, c'est la somme que la Région a consacrée en 2009 à l'action économique, la formation et l'apprentissage. La majeure partie des aides a été versée au secteur privé.

LES TEMPS SONT DURS

J'AI BESOIN D'UNE GROSSE SUBVENTION...

POUR RETRAIRE PLUS DU PROFIT...



### Heuliez sauvé ?

S.Royal : «c'est l'un des plus beaux moments de ma vie politique». A quel prix ?

Janvier 2008, Heuliez est en difficulté, entre 227 et 247 salariés éjectés, des soi-disant "départs volontaires". Juillet 2009, nouvelles difficultés et c'est le rachat par BKC, une société aventurrière à la Tapie pour 30.000 euros. Celle-ci promet d'injecter 15 ou 20 millions de fonds propres. De son côté, la Région verse 5 millions de dotation en capital et l'Etat 10 millions. Ce "sauvetage" se fait en licenciant 400 salariés sur le millier restant. Autant dire que les subventions ont finalement servi à financer les licenciements. Résultat significatif : le coût total estimé du plan de licenciement est de 4 millions dont BKC ne déboursa que 1,25 million...

Et sur les 600 salariés repris par BKC, 220 n'ont pas de travail à effectuer. La Région a donc signé avec le patronat de la métallurgie, le Préfet et Heuliez une convention de "sécurisation des parcours professionnels", combinant actions de formation et indemnisation du chômage partiel. La formation va coûter 1.990.000 euros à la Région et 947.000 à Heuliez. Quant au chômage partiel le coût en est de 2.754.000 euros. La Région en paiera 804.000 ne laissant à Heuliez que 201.000 euros (le reste étant financé par l'Etat et l'Unedim).

### Pour quel résultat ?

Quelle contrepartie à tout cet argent public dilapidé ? La Région n'exige le maintien des 220 emplois que «pendant 6 mois au moins après la fin de leur formation».

Nos impôts n'auront servi qu'à financer ce qui devrait relever de la responsabilité sociale du patronat qui s'autorise à se comporter comme des patrons voyous. BKC promet des fonds qui ne viennent jamais mais, empêchent de vrais bénéfices. Depuis juillet 2009, l'argent promis par BKC a toujours pas été versé, malgré les promesses et les tentatives de montage financier acrobatiques. Heuliez est toujours menacé par une liquidation judiciaire, et n'est pas sauvé.

Il faut en finir avec le tout profit, l'argent public doit être consacré au service du public pour :

● **Répondre** aux besoins urgents de la population victime du système actuel qui transforme tout en marchandise. Réhabiliter la gratuité et la qualité des services vitaux de base. Réorienter les aides de la Région vers le secteur public de l'action sociale, de la santé, des transports collectifs de proximité. Développer l'aide aux personnes âgées, (maintien à domicile, maisons de retraite...), aux handicapés, à la petite enfance (crèches), et aux diverses minorités (alphabétisation, service d'interprètes en langue des signes...).

● **Ne pas traiter** les salariés comme des mouchoirs jetables. Au Conseil régional, transformer les divers contrats précaires en emplois statutaires à plein temps.

● **Soutenir** la reprise des entreprises par leurs salariés, dans un cadre coopératif, associatif, autogestionnaire, en privilégiant les emplois socialement et écologiquement utiles.

● **Développer** le secteur coopératif et associatif par la création d'un fonds d'investissements à taux réduit.

● **Soutenir** les luttes des travailleurs contre la précarité, les licenciements, les salaires de misère. Création de fonds régionaux de solidarité avec les travailleurs en lutte et qui serviront en particulier à couvrir financièrement les pertes subies pour fait de grève contre des plans de licenciement ou de fermeture d'entreprise.

● **Refuser** l'emploi non justifié de l'intérim, du temps partiel imposé, du travail le dimanche. Imposer la réduction du temps de travail sans perte de salaire et la transformation des CDD en CDI.

## Développer des transports en commun gratuits

Une urgence sociale et écologique :

Nous sommes pour l'élaboration concertée (Etat, départements, associations d'usagers, autres régions...) d'un véritable Schéma Régional des Transports :

- qui ne laisse aucun territoire isolé.
- qui s'appuie sur un Service public des Transports en commun fort.
- qui respecte l'environnement.
- qui soit accessible à tous quelles que soient les ressources et la mobilité personnelle.

Nous voulons :

■ **Établir la gratuité** pour tous des Transports en commun pour en développer la fréquentation et réduire l'utilisation de la voiture individuelle.

■ La majorité des déplacements se font entre le domicile et le travail. C'est aux employeurs de prendre en charge ce coût.

■ **Rouvrir les lignes SNCF** fermées ces dernières années.

■ **Développer le réseau** des Trains Express Régionaux (TER).

■ **Relancer le fret** pour les marchandises et diminuer le nombre de camions qui polluent et surchargent les routes.

■ **Faciliter l'accès** aux personnes en situation de handicap en aménageant les gares et les trains et par la création d'un service d'accueil adapté.

Nous sommes fermement opposés à la réalisation de la LGV Poitiers-Limoges qui va à l'encontre de ces orientations et de ces objectifs économiques, sociaux et écologiques.

La maîtrise des transports est pour nous la condition d'un aménagement du territoire qui prenne en compte le social, l'environnement et l'économie.



## La LGV Poitiers-Limoges : un projet financièrement ruineux, écologiquement catastrophique et socialement injuste !

Le projet de LGV Poitiers-Limoges c'est :

● Deux milliards d'euros pour la construction, dont plus de 25% à la charge des collectivités territoriales qui vont s'endetter pour 50 ans !

● Une deuxième coulée ferroviaire entraînant la destruction de terres agricoles, de zones d'habitat et de paysages.

● Une privatisation de la SNCF : l'exploitation de la ligne sera concédée à de grands groupes privés amis du pouvoir ( Bouygues, Eiffage, Vinci ).

● Tout cela pour faire gagner 20 à 30 minutes de trajet à quelques «décideurs» politiques ou économiques sur une liaison par jour.

La LGV Poitiers-Limoges c'est :

■ Un projet pour enrichir les multinationales des travaux publics contre l'intérêt général, avec la complicité de la quasi totalité des élus des grandes villes, départements et Régions.

■ Un racket pour les contribuables qui vont supporter le coût de la construction et les pertes d'exploitations prévisibles.

Nous proposons de :

● Moderniser la ligne TER Poitiers-Limoges, avec ouverture au fret.

● Rénover la ligne existante dite POLT (Paris-Orléans- Limoges-Toulouse) qui dessert déjà 19 gares et est ouverte aux voyageurs et au fret. C'est une véritable ouverture Nord-Sud. Cela coûterait 4 fois moins cher que la LGV et permettrait un prix de billet plus abordable.

## Développer les énergies renouvelables et protéger l'environnement

Face aux défis énergétiques, tout le monde politique et les industriels (même les plus gros pollueurs) s'emparent de l'écologie, proposant agrocarburants, voitures électriques, taxe carbone. Mais il ne s'agit que de fausses «bonnes solutions». Les agrocarburants ouvrent la porte aux OGM, aggravent la famine et la déforestation dans les pays du Sud, renforcent l'agriculture productiviste. Les voitures électriques nécessitent des piles au lithium (ressource non renouvelable) et doivent se recharger avec l'électricité d'origine nucléaire. Quant à la taxe carbone, elle est inefficace écologiquement et injuste socialement.

Nous proposons de :

● mener une véritable politique d'économie d'énergie.

● Favoriser la production locale industrielle et agricole.

● Donner la priorité aux énergies renouvelables créatrices d'emploi et à la formation dans ce secteur.

● Construire des bâtiments à faible consommation énergétique (favoriser l'énergie solaire).

● Mener une politique d'aide financière à l'isolation thermique des bâtiments avec une priorité aux logements sociaux : ce sont généralement les plus modestes qui ont des factures énergétiques élevées.

● Dans le domaine du logement : initier une véritable politique de logement social ; financer l'éradication des logements insalubres.

● Combattre la spéculation sur l'immobilier qui oblige les salariés à vivre de plus en plus loin de leur lieu de travail et de loisir.

Les économies d'énergie conjuguées au développement des énergies renouvelables doivent répondre aux exigences de réduction des gaz à effet de serre, de préservation des ressources naturelles et nous conduire à la sortie du nucléaire.

## Favoriser une agriculture non-productiviste et de proximité

Les revenus des agriculteurs, surtout petits et moyens, ne cessent de baisser ces dernières années. Pendant ce temps, les profits des entreprises de transformation et de distribution ne souffrent pas !

LA CROISSANCE SERA DE 1%

C'EST LA CONJONCTURE IDEALE... POUR INVESTIR DANS LE ROTABAGA ET LE TOPINAMBOUR BIO!!!



Nous devons agir pour la souveraineté alimentaire, développer l'agriculture biologique et les circuits courts, soutenir la pêche artisanale.

Cette orientation va de pair avec le maintien des services publics en milieu rural, et aura des conséquences positives pour l'environnement comme pour la santé de tous !

Nous proposons de :

● **Développer** une agriculture paysanne et biologique de proximité qui protège l'environnement et enrichit la vie rurale, en favorisant la mise à disposition de terres et en luttant contre la spéculation.

● **Interdire** les cultures OGM en plein champ et lutter contre les pesticides et l'irrigation intensive.

● **Soutenir** les filières de fourniture bio et locale pour la restauration collective.

Le marais poitevin est la plus vaste des zones humides de la façade atlantique française. En vingt ans, l'agriculture intensive a détruit la majeure partie de ses prairies naturelles. La multiplication des projets d'infrastructures routières et autoroutières est incompatible avec la préservation du patrimoine maraîchin.

Il est urgent d'en finir avec les modèles actuels d'aménagement, de mettre en place des mesures de réhabilitation, de gestion et de conservation du Marais Poitevin, et de retrouver le label Parc Naturel régional perdu en 1997 suite à la disparition des prairies humides au profit d'une agriculture céréalière intensive.

- **Aider** au maintien de la pêche artisanale sur tout le littoral régional. Encourager une pêche respectueuse de la ressource.
- **Rechercher** l'autonomie familiale et locale par les jardins partagés et les circuits courts (AMAP, vente directe des producteurs).
- **Soutenir** la vie associative et culturelle en milieu rural.

## Développer le système de santé accessible à tous

La loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires, dite "Loi Bachelot", est fondée sur une conception financière de la santé ; son objectif premier est la rentabilité des structures existantes, le désengagement de l'Etat et par voie de conséquence le développement massif du privé.

La loi prévoit de réduire le nombre d'hôpitaux publics de 2500 environ à 250. Dans notre région il pourrait à terme ne subsister que 5 hôpitaux publics et quelques structures annexes dédiées aux soins de suite. La nouvelle agence régionale de santé créée le 01/01/2010 va mettre en œuvre cette politique sous le contrôle direct du Préfet de Région. Les hôpitaux de proximité sont donc à court terme menacés de fermeture.

Si la question de la Santé n'entre pas dans le champ des compétences obligatoires du Conseil régional, il peut pourtant défendre et mettre en œuvre des objectifs particuliers en matière de santé, après avoir adopté le budget qu'il veut y consacrer.

Nous pensons que le service public de santé doit être un des piliers de la politique régionale.

Nos priorités seront :

● Le maintien des structures hospitalières de proximité (Centre hospitalier nord Deux-Sèvres avec ses trois pôles de Thouars, Bressuire et Parthenay, hôpitaux de Royan, Ruffec et Loudun). Les élus régionaux s'opposent fermement et soutiendront la mobilisation des habitants contre ces projets.

● La lutte contre la désertification médicale en zone rurale et semi-urbaine

● Nous aiderons au développement de centres de santé pluridisciplinaires répondant aux besoins de la population.

● La lutte contre les conséquences sanitaires des inégalités sociales, territoriales et générationnelles.

● Nous assurerons l'accès de tous et surtout des plus démunis à la prévention et à des soins de proximité et de qualité.

● Nous mettrons en place des programmes de santé scolaire et d'éducation à la santé.



## Assurer l'accès à tous à une formation et une éducation de qualité

La formation professionnelle et l'apprentissage, représentent la plus grosse part du budget de la région. Elle participe également à l'entretien et au fonctionnement de l'enseignement privé confessionnel et patronal.

La droite au pouvoir a entrepris de réduire les effectifs dans l'enseignement public en ne remplaçant pas tous les départs en retraite. Plutôt que de financer le privé, il faut défendre l'idée d'un grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale.

La loi oblige les Conseils régionaux à subventionner les établissements privés, mais nous devons remettre cause les aides ou subventions «exceptionnelles» qui sont accordées aujourd'hui aux structures privées de la Région.

Nous refusons également de financer les structures patronales de formations professionnelles, qui servent avant tout aux besoins du patronat. Nous défendons au contraire les structures publiques telles que l'AFPA ou les GRETA aujourd'hui menacés. Un service public de la formation professionnelle doit prendre en compte les besoins des salariés.

L'apprentissage ne permet pas aux jeunes de se former correctement, professionnellement ni culturellement. Il fournit aux entreprises une main d'œuvre non qualifiée mais bon marché. Son financement profite aux établissements privés. Nous défendons une formation longue jusqu'à 18 ans en lycée professionnel public, avec des personnels formés et sous statut délivrant des enseignements adaptés pour une entrée progressive dans le métier. Nous soutiendrons les mobilisations contre la réforme du bac professionnel en 3 ans qui vise à sortir les élèves en difficulté du système éducatif avant 16 ans et met en danger à terme à la fois l'enseignement professionnel et l'enseignement technique.

Education

Seuls les services publics garantissent l'accès de l'éducation à tous. Nous défendons et développerons tous les secteurs publics éducatifs en proposant des cartes de formation variées et attractives. La proximité de ces formations doit être développée sans concurrence entre les établissements.

Les fonds publics doivent financer exclusivement le service public. Les subventions ainsi récupérées permettront de garantir la gratuité totale en assurant par exemple la gratuité des livres scolaires et l'amélioration des budgets de fonctionnement et de rénovation. Quant à la dotation de fonctionnement obligatoire des établissements privés, il faudra y mettre un terme par les mobilisations laïques.



## Engager une rupture démocratique

Le projet de réforme des collectivités locales est inacceptable. Il va accroître le fossé entre la population et les lieux de décisions. Le gouvernement avec la RGPP (révision générale des politiques publiques) veut imposer aux collectivités locales le moule néo-libéral. En supprimant la "clause de compétence générale" pour les régions et les départements, il veut leur ôter toute possibilité de répondre aux besoins sociaux qui ne sont pas suffisamment pris en compte par l'Etat. Le gouvernement veut contrôler totalement les collectivités qui réalisent 73% de l'investissement public.

Au contraire, nous défendons la coopération entre collectivités pour répondre aux besoins sociaux qu'elles ne peuvent pas prendre en charge seule.

Dans le même temps la taxe professionnelle (TP), principale ressource des collectivités, est supprimée et remplacée par la cotisation économique territoriale. Le manque à gagner est de 12 milliards en 2010. Le gouvernement s'est engagé à compenser cette perte mais pour combien de temps ? Cette compensation, financée par le budget de l'Etat, sera en fait payée par les particuliers à la place des entreprises.

La Région pourrait permettre de promouvoir une politique nouvelle en prenant appui sur l'intervention citoyenne. Nos élus proposeront la création d'assemblées ouvertes à toutes et à tous pour débattre et valider les décisions en terme d'aménagement du territoire, de modernisation des services publics, de politique économique... Ces assemblées pourront également mettre en débat de nouveaux projets.

- Maintien de la clause de compétence générale
- Maintien de la TP et réforme radicale de la fiscalité, en augmentant la progressivité, pour financer les projets de satisfaction des besoins de la population
- Pour des élections à la proportionnelle, sans cumul de mandats.
- Pour le contrôle des populations sur les décisions et les actes des collectivités

**Pour mettre en œuvre et réussir la politique de santé que nous voulons, un développement de la démocratie en matière de santé est indispensable pour qu'usagers et personnels soient parties prenantes des décisions qui les concernent.**

Nous créons un comité régional de la santé chargé de procéder au recensement des besoins de santé de la population et de déterminer les réponses à apporter. Ce comité tripartite sera composé à parts égales d'élus territoriaux, de représentants des usagers et de personnels de santé. Les élus régionaux recevront mandat de ce comité et rendront compte de leur action devant lui.

Urgence sociale, urgence écologique : pour battre la droite changez de gauche - Votez pour une liste 100% à gauche

Toutes les informations sur la liste "Pour une Alternative à Gauche" sont disponibles sur le site Internet :

<http://www.alternativeagauche-poitoucharentes.org/>

### Charente

- 1 Véronique **Bamas** Secrétaire
- 2 Michel **Deboeuf** Retraité métallurgiste
- 3 Françoise **Hudel** Secrétaire
- 4 Alexandre **Raguet** Etudiant
- 5 Rose **Asnier** Demandeuse d'emploi
- 6 Pascal **Campos** Ouvrier métallurgiste
- 7 Catherine **Tarbel** Formatrice
- 8 Alain **Simard** Technicien mesurage
- 9 Marie-Thérèse **Géault** Enseignante retraitée
- 10 Jean-Michel **Pailié** Adjoint technique
- 11 Véronique **Le Sceller** Assistante maternelle
- 12 Jean-Pierre **Bellefaye** Enseignant
- 13 Florence **Bord** Aide soignante
- 14 Francis **Paltingeas** Demandeur d'emploi

### Charente Maritime

- 1 Gilles **Suze** Ouvrier
- 2 Claire **Sartre-Loubignac** Enseignante retraitée
- 3 Patrick **Vallée** Postier
- 4 Véronique **Bonnet** Enseignante
- 5 Lino **Piva** Ouvrier retraité
- 6 Sylvie **Guillemy** Infirmière en secteur public
- 7 Philippe **De Laporte** Magasinier
- 8 Agathe **Morin** Bibliothécaire
- 9 Philippe **Michel** Travailleur privé d'emploi
- 10 Monique **Vidard** Secrétaire éducation nationale
- 11 Serge **Goldberg** Professeur retraité
- 12 Joëlle **Mahé** Enseignante
- 13 Didier **Dumas** Technicien informatique
- 14 Marie-Claude **Desmé** Technicienne de laboratoire
- 15 Daniel **Métraud** Conseiller d'orientation
- 16 Claire **Ancelin** Employée
- 17 Jean-Michel **Maître** Enseignant
- 18 Anne **Feuerman** Agent technique
- 19 Olivier **Godin** Enseignant
- 20 Laurence **Claverie** Secrétaire sans emploi

### Deux-Sèvres

- 1 Jean-Pierre **Gay** Enseignant retraité
- 2 Linda **Prunier** Demandeuse d'emploi
- 3 Pierre **Lenne** Retraité de l'Education nationale
- 4 Fatimah **Aissaoui** Ouvrière
- 5 Sylvain **David** Dessinateur urbaniste
- 6 Nicole **Guérin** Enseignante
- 7 Bruno **Caquaineau** Peintre carrossier
- 8 Catherine **Sanchez** Aide soignante
- 9 Jean-Louis **Euvrard** Retraité
- 10 Marie-Pierre **Suze** Educatrice
- 11 Raphaël **Basoglu** Agent hospitalier
- 12 Kristelle **Rodier** Professeure des écoles
- 13 Gilles **Ruault** Conducteur de bus
- 14 Chantal **Marboeuf** Retraitée

### Vienne

- 1 Bruno **Riondet** Enseignant
- 2 Myriam **Rossignol** Documentaliste
- 3 Jacques **Terracher** Mécanicien retraité
- 4 Valérie **Soumaillé** Enseignante
- 5 Bertrand **Chartier** Agent SNCF
- 6 Ghislaine **Chourjard** Employée
- 7 Manuel **Vimenet** Photographe
- 8 Laura **Carpentier** Etudiante
- 9 Jacky **Desroche** Ouvrier
- 10 Ludivine **Keuk** Employée
- 11 Adrien **Ostolski** Etudiant
- 12 Françoise **Rivault-Duquesnoy** Sans emploi
- 13 Guy **Aubarbier** Retraité
- 14 Maryse **Desbourdes** Agent gestion formation
- 15 Stéphane **Baudry** Etudiant

## Lutter contre toutes les discriminations

### Les jeunes au cœur de la région

En Poitou-Charentes, comme partout en Europe, les jeunes sont touchés de plein fouet par la crise du capitalisme. La région peut contribuer à réduire les inégalités.

● L'accès aux médiathèques, bibliothèques et internet, doit être gratuit pour combattre les inégalités sociales.

● La région doit s'engager à acheter les manuels scolaires pour les lycéens. En coordination avec les autres collectivités elle doit également participer à la lutte contre l'échec scolaire.

● Toujours en partenariat, la région contribuera à l'ouverture de lieux du type maison des jeunes afin de créer des lieux de rencontre et d'activité (vie associative, lieu de répétition et de création...)

● Nos élus participeront aux mobilisations pour la création d'un revenu jeune au niveau du SMIG considéré comme un pré salaire au même titre que la retraite qui est un salaire différé. La Région devra favoriser la création de logements sociaux pour faciliter l'accès au premier logement des jeunes.

● Dans les lycées, les collèges mais également dans les localités l'information sur la sexualité et la contraception doit être développée. Le recours à l'IVG doit être garanti y compris pour les mineures. Une campagne d'information sera engagée contre le sexisme et l'homophobie dans les établissements scolaires.

### Le combat pour les droits des femmes est toujours d'actualité

Chômage, précarité, temps partiel imposés, retraites amputées, salaire inférieur pour des responsabilités égales : les femmes subissent toujours les inégalités sociales.

L'accès à la contraception gratuite devient plus difficile par manque de structures type planning familial et l'amputement de leurs budgets.

L'accès à l'IVG est menacé par le démantèlement de l'hôpital public. Quant une maternité ferme dans un hôpital, le centre IVG aussi... Les IVG sont de plus en plus déléguées aux cliniques privées. Les délais ne cessent de s'allonger et les dépassements d'honoraires prohibitifs sont inaccessibles aux revenus modestes... Les mineures et les femmes Sans-papiers en sont totalement exclues. En France, 5000 femmes par an partent avorter à l'étranger.

Les services de petite enfance insuffisants et aux horaires restreints pénalisent d'abord les femmes, particulièrement celles qui ont les plus bas salaires. Ce qui les excluent du marché du travail. Pour celles qui travaillent, c'est la double peine : le partage des tâches ménagères est un combat encore à gagner. C'est le principal obstacle également à une vie sociale, associative, ou politique... **Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs, tant que les femmes auront un statut mineur.**

#### Nous proposons :

● la création d'une mission régionale égalité femmes/ hommes qui prendra en compte les besoins spécifiques des femmes dans tous les domaines : la santé, l'aménagement du territoire, les modes de transport, le logement, la politique de la ville et de la sécurité.

● dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes, la création de centres d'accueil pour les hommes violents avec suivi psychologique, afin d'aider les femmes battues à conserver leur logement.

● l'adoption de la loi cadre « contre les violences faites aux femmes » élaborée par le CNDF.

● une parité effective dans toutes les assemblées (Par exemple, le CESR Poitou Charentes n'est actuellement composé que de 11 femmes sur 74 membres !)

### Pour le respect des droits des personnes handicapées

L'école publique doit assurer un accueil et un enseignement adapté aux jeunes en situation de handicap.

#### Avec votre soutien nous exigeons :

● L'intégration des AVS (assistante de vie scolaire) dans l'Education nationale avec un statut de salarié du médico social, positionné entre celui de l'infirmière (secteur médical) et de l'assistante sociale (secteur social).

● La prise en charge de leur formation par la région dont c'est la mission et qui dispose des fonds nécessaires !

● La création d'un cursus de formation spécifique à la problématique des déficiences motrices et sensorielles, (Pour les centres d'orientation scolaire).

● La création d'un centre régional de formation générale et professionnelle pour handicapés moteurs, à partir de la cinquième, jusqu'au BAC général et professionnel, financé conjointement par la taxe professionnelle et la taxe d'apprentissage.

● L'obligation effective pour toutes les entreprises de transport public, les administrations, les entreprises privées, de

## Services publics : l'exemple de la Charente en résistance !

La Charente, comme d'autres départements, subit de plein fouet la politique gouvernementale dans le domaine du service public. Elle est aussi emblématique de la résistance sur le terrain !

Dans l'Education, de nouvelles fermetures de classes sont annoncées pour la rentrée avec un déficit de 35 à 40 postes d'enseignants du primaire !

La privatisation d'EDF-GDF s'est traduite par la perte de 165 postes, et la fermeture des agences locales. Le Pdg du groupe gazier vient d'empocher 830.500 € sur ses stocks-option, et le salaire du PDG d'EDF a été augmenté de 45% pour atteindre 1.600.000 €...

La privatisation de la Poste : préparée par une libéralisation menée par les gouvernements successifs de droite ou de gauche plurielle depuis 1992, elle s'est accompagnée de fermetures de bureaux, de 500 suppressions d'emplois depuis 2000, de transfert de charges aux communes (tout comme le démantèlement de la DDE) et de la fermeture du centre de tri : le courrier transite maintenant par Poitiers...

Dans les transports, la suppression de l'activité wagon isolé par la SNCF fera encore plus de la RN10 "l'axe du tout-camions". L'administration fiscale a supprimé un quart de ses effectifs en 10 ans, soit 160 emplois. La santé : fermeture de la chirurgie à l'hôpital de Barbezieux, à Confolens, privatisation à Cognac, menaces sur celle de Ruffec... mais ouverture d'un centre de chirurgie esthétique dans une clinique privée et de maisons de retraites privées à prix prohibitifs !

Moins d'écoles, moins de bureaux de poste, moins d'emplois, moins de proximité... ce sont les plus démunis, en particulier les personnes âgées et les familles à revenu modeste qui en sont les premières victimes.

La défense de vrais services publics, non soumis à concurrence, est un choix de société : nous sommes et serons aux côtés de tous ceux qui luttent dans des comités unitaires, comme c'est le cas en Charente, pour leur maintien et leur développement.



Election régionale du 14 mars 2010 - Région POITOU-CHARENTES

# Pour une Alternative à Gauche

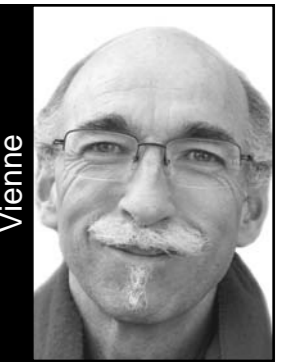
liste soutenue par les Alternatifs, la FASE et le NPA  
conduite par **Myriam Rossignol**



Véronique Bamas



Gilles Suze



Bruno Riondet



Solidaires, écologistes, féministes, autogestionnaires, les **ALTERNATIFS** oeuvrent au rassemblement d'une véritable gauche de transformation sociale et écologique. Ils sont prêts à s'impliquer dans les institutions si cet engagement contribue à cette transformation. Mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique spectacle. L'action collective et la construction d'un projet d'émancipation sont primordiales.

Rachel LAFONTAINE, Jean-Jacques BOISLAROISSIE, porte-parole



La **FASE** rassemble essentiellement des citoyens de gauche qui n'adhèrent à aucun parti politique et poursuit l'objectif de fédérer toute la gauche de transformation sociale et écologique. La liste que nous présentons, en rassemblant la FASE et deux partis politiques, montre que le processus de refondation de la gauche est en marche. Ensemble, nous pourrions ouvrir enfin une autre perspective que le règne de l'argent, du consumérisme et de l'individualisme. Votez «Pour une Alternative à Gauche» pour soutenir notre combat pour l'unité de la gauche de gauche et redonner espoir au peuple en souffrance.

Les comités FASE du Poitou-Charentes



Tout changer, rien lâcher ! Pour le **NPA** ces élections sont l'occasion de permettre aux salarié-e-s, aux jeunes, aux précaires, aux retraités, aux classes laborieuses de dire qu'ils en ont assez de ces politiques menées par la droite au gouvernement ou par la gauche libérale dans les régions. Ce sera l'occasion de défendre les exigences du monde du travail pour ne pas payer les frais de leur crise. Nos élus seront les porte-parole de ces exigences dans le conseil régional comme dans les mobilisations.

## Sortir de la crise du capitalisme ?

**Non, c'est du capitalisme qu'il faut sortir !**

Chômage, précarité, famines, guerres, changements climatiques, mortalité liée à des pollutions environnementales .... les femmes et les hommes de cette planète souffrent du système capitaliste mondialisé.

Une alternative globale est nécessaire.

En France, la crise du capitalisme financier a provoqué des licenciements massifs et l'explosion de la précarité. Le Capital et la Droite nous présentent aujourd'hui la note du «sauvetage» des banques. Ils veulent réduire l'endettement public au prix de nouvelles dégradations des systèmes de protection sociale (attaque contre les retraites et la santé) et de la casse des services publics.

Pour s'opposer à ce système imposé par une droite brutale et sans complexes, nous proposons de rassembler toutes les forces vraiment à gauche pour proposer un projet de rupture, solidaire, social, écologiste et féministe.

Notre liste se fixe trois objectifs indissociables :

- rassembler une majorité qui s'oppose réellement à la logique du système capitaliste
- battre la droite
- changer les rapports de force à gauche en faveur d'une gauche de transformation sociale.

La région peut être un lieu de résistance aux ravages sociaux et écologiques du capitalisme, chacun doit pouvoir être associé à l'élaboration des politiques régionales et à leur mise en oeuvre.

La région doit substituer à la logique de la concurrence et du clientélisme individuel, la coopération entre collectivités et entre individus : cela passe notamment par le développement de services publics dans le domaine de la santé, de l'énergie, des transports, de la formation continue.

Deux idées fortes pour nos propositions :

- répondre aux besoins sociaux et aux défis environnementaux ;
- lutter contre toutes les discriminations liées au sexe, à l'origine, au lieu de résidence, à la religion, à l'orientation sexuelle, au handicap ou à l'âge.

La dynamique de rassemblement qui a conduit à la constitution de cette liste unitaire devra se poursuivre après les élections en lien avec les mobilisations sociales et écologiques contre toutes les discriminations.

**Nous vous appelons à voter massivement pour notre liste au premier tour.**

En obtenant plus de 10% elle pourra être présente au second tour pour donner aux électeurs et électrices la possibilité d'avoir des élus vraiment de gauche, des représentants qui défendent au quotidien les mesures que nous proposons.

**Au niveau national il faut imposer un plan d'urgence Pour une vraie rupture politique !**

#### partager les richesses :

Augmentation des salaires, SMIC et minimas sociaux à 1 500 euros net, allocation formation pour tous les jeunes de 18 à 25 ans et fixée au SMIC, égalité professionnelle véritable entre hommes et femmes.

#### combattre le chômage :

Un emploi à temps plein décent pour tous et toutes, poursuivre la réduction du temps de travail sans réduction de salaire et sans flexibilité, interdire les licenciements, ne plus tolérer d'heures supplémentaires, maintenir l'âge de la retraite à 60 ans et 37,5 annuités pour tous.

#### développer la solidarité :

Revenir sur les privatisations des services publics (la Poste, EDF-GDF, France Telecom, etc.), les développer pour qu'ils soient accessibles à tous.

#### imposer la justice fiscale :

Non à la suppression de la Taxe Professionnelle qui transfère la fiscalité des entreprises vers les ménages. Pour une réforme des impôts locaux qui prenne en compte les revenus.

#### défendre la démocratie :

Non à la réforme des collectivités territoriales qui éloigne un peu plus les citoyens des élus, vise à réduire leur autonomie en diminuant leurs ressources et leur pouvoir économique.

**Le 14 mars, votez Pour une Alternative à Gauche**

**Le 14 mars, votez Pour une Alternative à Gauche**